

naliste qui lui objectait que c'était illégal : « J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie, je ne vois pas où est le problème » !

Les choses sont donc claires, il s'agit d'une loi sur mesure pour tenter d'évincer, ou à tout le moins de museler, les députés de la Liste Arabe Unie et tout particulièrement Haneen Zoabi, la bête noire de la majorité et aussi de bon nombre de députés de l'opposition. Haneen Zoabi qui s'était fait éjecter lors d'une réunion parlementaire après avoir appelé les députés et l'armée à présenter des excuses pour avoir tué neuf activistes au cours d'un raid sur la flottille humanitaire turque qui se dirigeait vers Gaza en 2010, qualifiant les soldats impliqués dans le raid de meurtriers et suscitant une véritable bronca à la Knesset, majorité et opposition confondues, alors qu'elle énonçait une simple évidence. La preuve ? Dans le cadre des pourparlers pour la normalisation des relations avec la Turquie, Benjamin Netanyahu avait accepté de présenter des excuses officielles pour l'assaut et de créer un fonds spécial de 20 millions de dollars destiné à dédommager les familles des victimes...

Bien que ne portant pas Haneen Zoabi dans leur cœur, le Bloc sioniste (anciennement Parti travailliste) et le Meretz ont néanmoins vivement critiqué l'adoption de cette loi. Quant à Ayman Odeh, le président la Liste Arabe Unie, il avait menacé de quitter la Knesset si le projet de loi était voté. Pas certain néanmoins qu'il mette sa menace à exécution tant le militantisme radical de Haneen Zoabi embarrasse jusque dans son propre camp...

SUS AUX ONG DE GAUCHE

Autre déni de démocratie, la loi, dite de « transparence », votée le 11 juillet. Cette loi contraint les ONG bénéficiant pour plus de la moitié de leur financement de fonds émanant de gouvernements étrangers à en faire

la déclaration publique et à le rappeler systématiquement à chaque publication. En cas de refus, elles s'exposent désormais à une amende de 29 000 shekels (6 700 euros).

L'intention manifeste est de diaboliser ces organisations présentées comme hostiles aux intérêts de l'État, en les cataloguant comme des agents de l'étranger. Il s'agirait, selon le leader travailliste Isaac Herzog, d'une illustration du « fascisme bourgeonnant » en Israël. On ne connaissait pas Herzog aussi courageux, mais il faut dire qu'une des ONG visées, Shalom Archav, est proche des travaillistes.

« La loi entend s'occuper du phénomène des ONG qui représentent des intérêts d'Etats étrangers tout en agissant sous le couvert d'organisations locales cherchant à servir les intérêts du public israélien », est-il écrit en préambule de la loi. Comme par hasard, 25 des 27 ONG concernées sont classées à gauche.

Pour justifier ce texte, le gouvernement a mis en avant l'argument de la « transparence ». « Nos têtes ne sont plus baisées », a clamé la ministre de la justice, Ayelet Shaked, lors du débat de six heures qui a précédé le vote, Benjamin Netanyahu, déclarant pour sa part que le but de la loi était « d'empêcher une situation absurde où des États étrangers se mêlent des affaires intérieures d'Israël en finançant des ONG, sans que le public israélien en soit conscient ».

On ne s'étonnera pas que la nouvelle loi ne vise pas le financement d'ONG provenant de fondations ou de personnes privées à l'étranger. En effet, les organisations proches de l'extrême droite et des colons ne vivent que grâce aux fonds privés. Elles pourront, elles, continuer à agir en toute opacité sans que le public israélien en soit conscient. Vous avez dit « seule démocratie du Proche-Orient » ?

Le retour de l'extrême droite en Autriche?

Entretien avec Jérôme Segal, historien français, spécialiste de l'extrême droite, vit actuellement à Vienne

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOISE NICE



↑ Jérôme Segal

A l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle autrichienne, le 22 mai dernier, Alexander Van der Bellen, indépendant, soutenu par Les Verts, l'emporte avec 50,3 % des voix contre le candidat de l'extrême droite, Norbert Hofer, soutenu par le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). Le 1^{er} juillet, suite à plusieurs irrégularités, la Cour constitutionnelle invalide ce second tour. Un « nouveau second tour » aura lieu le 2 octobre. Vivant à Vienne, historien et spécialiste de l'extrême droite, Jérôme Segal s'est entretenu avec Françoise Nice. Il campe le décor de ce scrutin important.

La Cour constitutionnelle a invalidé le scrutin présidentiel sur la base d'erreurs de procédure dans le dépouillement des votes par correspondance. Cette décision était-elle prévisible ? Peut-on mettre en cause l'impartialité de la Cour ?

A vrai dire, oui, la surprise fut grande lorsque la Cour constitutionnelle a annoncé l'annulation du scrutin. Les irrégularités constatées, essentiellement des dépouillements entamés avant l'heure prévue, concernent 14 bureaux de vote. D'un point de vue purement théorique, si tous les électeurs de ces bureaux avaient voté pour le candidat d'extrême droite, le résultat aurait été effectivement différent au niveau fédéral. Ceci dit, la probabilité d'un tel événement est extrêmement faible et les juges auraient pu décider de ne faire voter à nouveau que dans les circonscriptions concernées. Les juges ont estimé que le problème se posait pour les électeurs qui étaient inscrits dans d'autres bureaux de vote et qui auraient été les seuls de leur circonscription à revoter.

Quelques experts ont remis en cause l'impartialité de la cour. En effet, si jusqu'ici les juges étaient nommés par les représentants des deux principaux partis (les sociaux-démocrates ou les conservateurs), de récentes décisions montrent qu'ils sont au moins en partie proches de l'extrême droite. Ils ont par exemple validé le concept de « limite supérieure » pour le nombre de demandeurs d'asile tolérés dans l'année ou pour la réduction des aides sociales pour les réfugiés.

L'ex- écologiste Alexander Van der Bellen l'avait emporté avec 50,3% des voix, soit avec à peine 31.000 voix de plus que son adversaire, et cela surtout grâce au vote par correspondance utilisé par 14 % des électeurs. En quoi ce vote par correspondance a-t-il joué davantage en faveur de Van der Bellen ?

L'électorat du candidat soutenu par les écologistes est un électorat plus urbain, moins jeune, plus féminin et plus éduqué. Ces personnes n'ont pas envie de bloquer leur dimanche. Du coup, ils votent par correspondance.

Alexander Van der Bellen a été élu grâce à une mobilisation citoyenne spontanée. Les partis de la coalition gouvernementale, le parti socialiste (SPÖ) et les conservateurs chrétiens (ÖVP) qui n'ont pas mobilisé leur appareil et leurs militants, sont-ils prêts à le faire pour ce « troisième tour » inédit ?

Je ne suis pas certain qu'il y a eu une mobilisation citoyenne spontanée. 49,7% des votes pour l'extrême droite c'est énorme, inédit dans l'histoire de l'Europe. Si j'osais une comparaison délicate, je rappellerais que même Hitler n'a jamais dépassé les 36,7% : c'était en 1932, aux dernières élections présidentielles libres, sous la République de Weimar.

Pour ce « deuxième deuxième tour », le problème pour les Verts est surtout financier : ils ont bien moins d'argent que le FPÖ. Les deux grands partis au pouvoir n'ont pas annoncé de soutien financier.

L'attitude qui consiste à ignorer les diatribes du FPÖ et de son chef Heinz-Christian Strache au parlement mais à s'allier avec ce parti dans des majorités locales ou régionales a-t-elle fait l'objet d'un réexamen de la part des deux partis gouvernementaux ?

Au sein du SPÖ, oui, le nouveau chancelier, nommé dans l'entre-deux-tours, Christian Kern, est opposé à une alliance au niveau fédéral avec le FPÖ. Ceci dit, il ne condamne pas la coalition au pouvoir dans le Burgenland, où son parti s'est allié au FPÖ. A droite, il n'y a pas vraiment de débat, au contraire même. Certains ministres comme le jeune Sebastian Kurz (30 ans), ministre conservateur des affaires étrangères, ont aligné leurs positions sur celle du FPÖ.

L'arrivée de Norbert Hofer en tête du premier tour et la défaite cinglante des partis de la coalition ont entraîné la démission du Premier ministre et l'arrivée d'un nouveau chancelier, le social-démocrate Christian Kern. Il a promis une sérieuse révision de la politique, et plus d'attention aux problèmes sociaux. Ce lifting est-il en cours ?

Non, aucune mesure concrète pour l'instant. Au contraire, il est prévu que dès le mois d'août des militaires contrôlent les étrangers dans les rues et que des expulsions puissent se dérouler avec des avions de l'armée.

Les Verts sont-ils à même de porter seuls une vision alternative, démocratique pour l'Autriche ?

Pas vraiment. Quelle que soit l'issue des élections présidentielles, ils ne seront pas au gouvernement.

Sur quels thèmes le candidat du FPÖ Norbert Hofer a-t-il lancé la campagne pour l'élection du 2 octobre ? Le FPÖ est eurosceptique, xénophobe, antimusulman et anti-réfugiés, mais il veille à se donner une image lisse, un populisme bon teint. Dans sa communication, Norbert Hofer insiste sur son image d'humble travailleur et de bon père de

famille. Mais l'autre face du FPÖ, ce sont ses liens historiques et culturels avec l'extrême-droite nazie...

Le FPÖ a déclaré que sa campagne ne commencera qu'en septembre. Le Brexit aura un effet complexe sur les élections. D'un côté, Norbert Hofer se prononce déjà pour un Öxit ('Ö' comme « Österreich », Autriche). Il affirme que si les britanniques ont pu se prononcer sur leur appartenance à l'Europe, il n'y a pas de raison pour que les Autrichiens ne puissent pas faire de même. D'un autre côté, le Brexit peut avoir un rôle dissuasif sur les électeurs qui ont voté FPÖ pour exprimer leur ras-le-bol vis-à-vis des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis si longtemps. En Grande-Bretagne, un certain désordre semble s'être installé et les Autrichiens qui votaient par protestation pourraient se raviser.

Au parlement européen, le FPÖ fait partie du même groupe « Europe des Nations et des Libertés » que le Front national, le Vlaams Belang, la Ligue du nord italienne, le parti de la Liberté néerlandais de Geert Wilders, et Alternative für Deutschland.

Le FPÖ avait mené campagne en disant « nous appartenons à l'Europe, nous n'appartenons pas à l'Union européenne ». A-t-il accentué son discours eurosceptique après le referendum sur le Brexit ?

Le 17 juin dernier, le FPÖ a organisé à Vienne un meeting qu'il a appelé « Printemps des patriotes » censé sortir les citoyens de « l'hiver européen ». Invitée d'honneur : Marine Le Pen. Le parti s'y est présenté comme européen mais résolument hostile à l'actuelle Commission européenne. Le « Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés » existe déjà au parlement européen -où il regroupe des partis nationaux d'extrême droite- mais à Vienne, ce 17 juin, on a vu

flotter d'autres drapeaux que nationaux : Gerolf Annemans était là avec le drapeau de Flandre, l'eurodéputé italien Lorenzo Fontana avec le drapeau vénitien.

Le FPÖ a fait de ce meeting une véritable démonstration de force. La manifestation s'est tenue dans le parlement autrichien - le symbole compte - et non au siège du parti. Il y avait un autre invité important au côté de Marine Le Pen, Marcus Pretzell de l'Alternativ für Deutschland (AfD, alternative pour l'Allemagne). Membre du parlement européen, ce dernier avait déclaré pendant la crise de l'accueil des demandeurs d'asile que si c'était vraiment nécessaire, il ne fallait pas hésiter à tirer sur les migrants pour protéger l'Europe...

Les attentats de cet été en France et en Allemagne ne risquent-ils pas aussi de favoriser le FPÖ, tout comme l'évolution de la situation en Turquie, le président Erdogan apparaissant comme un épouvantail cristallisant les vieilles peurs vis-à-vis des Ottomans ? Tout fait farine au moulin des peurs...

En effet, ces deux sujets d'actualité sont du pain béni pour le FPÖ. L'Autriche a d'ailleurs livré à la France fin juillet deux suspects mis en cause dans les attentats de Paris. Il s'agit d'un Algérien et d'un Pakistanais qui avaient débarqué sur l'île grecque de Leros à l'automne 2015 en se glissant parmi les réfugiés syriens, en même temps que les deux Irakiens, non identifiés, qui se sont fait exploser près du Stade de France à Saint-Denis.

Quant à la situation en Turquie, elle a des conséquences directes en Autriche. Le lendemain de la tentative de coup d'Etat, plus de mille sympathisants du Premier ministre turc ont défilé à Vienne, détruisant un restaurant kurde. Le FPÖ s'est bien sûr immédiatement indigné.



La presse tabloïd, à commencer par « Die Krone », fait tous les jours la campagne du FPÖ en jouant sur la peur de l'étranger. « Die Krone » est-il l'organe de presse non-officiel du FPÖ ? Comment expliquer le tournant de l'hiver 2015, où l'Autriche, qui s'était montrée plutôt accueillante vis-à-vis des réfugiés est passée à la fermeture de ses frontières ? Les agressions de femmes dans la foule de la Saint-Sylvestre à Cologne ont-elles joué un rôle insoupçonné ?

La Kronen Zeitung est un cas unique dans le monde, avec un taux de pénétration de 32% de la population du pays. L'édition du week-end est même lue par 3 millions de personnes, dans un pays de 8,5 millions d'habitants. Le journal est populiste mais il a aussi servi le parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier sortant, Werner Faymann, qui n'était pas foncièrement hostile au FPÖ, comme peut l'être par exemple le maire de Vienne, Michael Häupl, également du SPÖ. Le virage de l'Autriche est lié aux agressions de Cologne - et des faits similaires ont eu lieu à Salzbourg et Vienne -, mais il est aussi la conséquence de la fin des frontières ouvertes côté allemand. Tant que les demandeurs d'asile transitaient vers l'Allemagne, ils étaient les bienvenus ! C'était la destination choisie par plus de 90% d'entre eux.

Outre la presse tabloïd, les réseaux sociaux ne sont-ils pas aujourd'hui le vecteur le plus efficace des rumeurs, des peurs et des préjugés ? C'est peut-être sur les réseaux sociaux que se forment aujourd'hui les opinions majoritaires ?

Oui, c'est très juste. Le FPÖ y est de très loin le parti le plus présent. La page Facebook de Norbert Hofer, le candidat FPÖ, est « likée » par plus de 259 000 personnes, contre 185 000 pour Alexander Van der Bellen. Le 28 juillet dernier, le groupe

de soutien à Norbert Hofer diffusait sur Facebook une rumeur selon laquelle les demandeurs d'asile obtenaient tous, d'un simple coup de fil à l'association Caritas, des smartphones à 900 euros ! Cette information, erronée bien sûr, a été partagée plus de 1600 fois !

L'élection du 22 mai a mis en évidence deux profils sociologiques en Autriche, les électeurs de Van der Bellen étant plus éduqués, plus riches, plus urbanisés, plus ouverts sur le monde, plus confiants quant à l'avenir, et l'autre Autriche, celle des ruraux, des laissés-pour-compte ou se percevant comme tels ? Ces deux Autriche sont-elles irréconciliables ?

C'est difficile à dire. Ces deux électorats pourront se retrouver si les écologistes prennent conscience de la distance qui les sépare des couches populaires. Pour la soirée électorale du 22 mai, les Verts avaient loué un palais dans un quartier chic de Vienne, on entrait sur invitation, des petits groupes se réunissaient dans un beau jardin, autour de bonnes bouteilles.

Alors que de son côté, le FPÖ avait préparé une fête dans un quartier populaire, tout le monde était invité et la bière coulait à flot. Tout un symbole.

Quel serait l'impact d'une nouvelle victoire d'Alexander Van der Bellen, et, au contraire, d'une victoire de Norbert Hofer ?

La victoire d'Alexander Van der Bellen ne changerait pas grand-chose, alors que celle de Norbert Hofer serait un séisme politique. Comme il en a le pouvoir, il dissoudrait l'assemblée, et puisque son parti, le FPÖ, est de loin le premier parti du pays, il y aurait en Autriche un chancelier d'extrême droite...

Mais jusqu'au 2 octobre, rien n'est joué !

The Refugee, Saison 1

IRÈNE KAUFER

Bienvenue. Welcome. Bienvenida...

La banderole se balançait au vent, à l'entrée du port, souhaitant la bienvenue en dix-sept langues, des plus courantes aux plus rares, selon les origines des candidats.

C'était là une attention touchante pour tous ceux, toutes celles qui avaient passé avec succès la première épreuve. Et qui avaient bien besoin de ce réconfort avant les suivantes, dont la nature leur était totalement inconnue.

En s'inscrivant sur le site refugee.com, on s'engageait à accepter des conditions qu'on n'avait guère le temps de lire, et dont l'article principal stipulait que les organisateurs déclinaient toute responsabilité pour les éventuels incidents, accidents et autres échecs qui émailleraient le parcours d'obstacles. Tout ce que les candidats savaient, c'est qu'il s'agissait d'une nouvelle politique sur laquelle l'Union européenne avait réussi à se mettre d'accord après que la convention avec la Turquie lui avait claqué entre les doigts.

L'idée avait germé dans le cerveau d'un Secrétaire d'Etat à l'Immigration et aux Jeux de Hasard, qui avait eu l'illumination de réunir ses deux compétences. « Et si on en faisait un jeu... ? » avait-il lancé lors d'une réunion particulièrement arrosée, où le point « réfugiés » figurait dans les « divers », entre la température de conservation de la tarte au riz et la courbure des concombres. Génial ! s'était écrié l'un ou l'autre collègue, et les autres, surtout pressés de regagner leur lit, avaient renchéri :



mais oui, pourquoi pas ? N'est-ce pas une manière de ne garder que les meilleurs ?

Certes - l'auteur de la proposition l'admettait lui-même - le passage des épreuves réclamait, à côté de multiples compétences, une bonne dose de chance. Mais la vie elle-même n'était-elle pas un mélange arbitraire d'efforts personnels et de bonne fortune ? Regardez-moi, disait-il à des interlocuteurs quelquefois sceptiques : pensez-vous vraiment que je sois arrivé là où je suis par mon seul mérite... ? Vous voyez bien.

Dès l'épisode-pilote, les avantages de la méthode avaient sauté aux yeux - ainsi que quelques effets secondaires indésirables mais finalement de peu de poids dans le décompte final. C'en était donc fini d'écouter ces fugitifs, leurs histoires, souvent éprouvantes, de vérifier leur réalité, de tenter de les piéger sur un nom de village, une date, une forme de torture qui ne correspondait pas exactement aux